

# MARCHE PUBLIC A PROCEDURE ADAPTEE

## Responsables de la Maîtrise des Risques

### Cahier des Clauses Techniques Particulières

École nationale de protection  
judiciaire de la jeunesse  
(ENPJJ)

Retrouvez-nous sur :  
[www.enpjj.justice.fr](http://www.enpjj.justice.fr)

Date limite de remise des offres :

15 octobre 2020  
à 12 heures 00

Acheteur public :

École nationale de protection judiciaire de la  
jeunesse (ENPJJ)  
16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Directeur générale de l'École  
nationale de protection judiciaire de la  
jeunesse de Roubaix



MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



# Responsables de Maîtrise des Risques

---

## Table des matières

Préambule.....	2
Périmètre d'action des responsables de la maîtrise des risques .....	2
Article 1. Objet de la consultation.....	3
Article 1.1 Objet du marché .....	3
Article 1.2 Décomposition des prestations en lots.....	3
Article 1.3 Décomposition en tranches .....	3
Article 1.4 Prestation supplémentaire éventuelle .....	3
Article 1.5 Variantes .....	3
Article 2. Contexte de la formation .....	4
Article 3. Objectifs de la formation .....	4
Article 4. Contenu Pédagogique.....	5
Article 5. Organisation de la Prestation Pédagogique.....	5
Article 6. Critères de sélection de la proposition .....	5

## Préambule

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) est l'une des trois directions « métier » du ministère de la justice, avec la direction de l'administration pénitentiaire (détention et réinsertion) et la direction des services judiciaires (tribunaux). La DPJJ est chargée de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre.

L'Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) a pour mission principale la formation professionnelle tout au long de la vie des personnels de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Elle développe également des activités de recherche, de documentation et d'édition. Toutes ces activités concourent à affirmer son expertise dans le champ de la protection judiciaire de la jeunesse et des métiers du travail social.

L'ENPJJ est actuellement un service déconcentré de la Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse (DPJJ). La DPJJ, direction opérationnelle du ministère de la Justice, est en charge «de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre».

L'ENPJJ se compose d'un site central, situé à Roubaix, de 9 pôles territoriaux de formation (PTF), et 2 missions en Outre-mer. Au sein du site central et sous le pilotage de la direction générale, trois services œuvrent à la réussite des missions de l'Ecole :

- le service de la formation (SF) ;
- le service de la recherche et de la documentation (SRD) ;
- le secrétariat général (SG), en outre en charge de l'informatique, de la communication et des activités multimédia.

Le décret du 28 juin 2011 relatif à l'audit interne dans l'administration, tous les ministères ont l'obligation de mettre en œuvre un dispositif de contrôle et d'audit internes. Celui-ci doit être adapté aux missions et à la structure des services. Il vise la maîtrise des risques liés à la gestion des politiques publiques dont ils ont la charge.

Pour le ministère de la justice, un pôle audit interne est constitué au sein de l'Inspection Générale de la justice (IGJ) pour assurer la mise en œuvre de la politique ministérielle d'audit interne.

« Le décret du 14 août 2013 confie à l'Inspecteur général des services judiciaires la mission d'animation, de coordination et de réalisation de l'audit interne. Il crée un comité ministériel de maîtrise des risques au ministère de la justice dont le rôle est de définir la politique de contrôle interne sur les risques liés à la gestion des politiques publiques dont le ministère a la charge. Il établit la cartographie des risques du ministère et veille au développement des dispositifs de contrôle interne permettant de maîtriser les risques »<sup>1</sup>.

Dans cette logique, la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DPJJ) a fait le choix de décliner la maîtrise des risques au plus près des territoires créant une mission nationale « maîtrise des risques », confiée au service de l'évaluation, de la recherche et du contrôle (SERC) de la Sous-direction de protection judiciaire et d'éducation (SDMPJE) qui coordonne un réseau inter-régional. Cette mission « doit renforcer la visibilité de l'institution et clarifier les processus de travail. Au-delà d'une visée qualitative, la maîtrise des risques porte l'ambition d'une dimension préventive et d'anticipation. La note du 22 septembre 2016 relative à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés positionne la maîtrise des risques dans l'organisation, en appui au pilotage hiérarchique.

La démarche "maîtrise des risques" est **un levier pour l'amélioration, la clarification des articulations entre les niveaux hiérarchiques** et pour conforter le contrôle qui doit légitimement s'exercer dans chaque périmètre de responsabilité. Elle vise à renforcer la gouvernance et le contrôle interne à tous les niveaux par un appui au pilotage. La mise en place d'un tel circuit vise aussi à faire levier pour conforter les procédures de déploiement des orientations et contribuer à améliorer le travail transversal des pôles fonctionnels»<sup>2</sup>.

## Périmètre d'action des responsables de la maîtrise des risques

« La mise en œuvre de la maîtrise des risques conduit la DPJJ à privilégier trois logiques complémentaires visant à une même démarche de l'amélioration de la qualité de l'action publique »<sup>3</sup>.

- **une logique préventive** par l'identification des processus de travail et des risques qui pèsent sur leur réalisation, et la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne qui permet de s'assurer de leur maîtrise ;

<sup>1</sup> Page 3 du Guide des contrôles - DPJJ/SDMPJE/SERC Edition juillet 2018

<sup>2</sup> Texte issu de la présentation faite sur le site intranet : <http://intranet.justice.gouv.fr/site/dpjj/pilotage-3919/maîtrise-des-risques-17079/>

<sup>3</sup> Rapport de mission élaboration de la cartographie des risques à la DPJJ. Janvier 2016.

- **une logique corrective** destinée à vérifier que les missions de protection judiciaire de la jeunesse sont effectivement et efficacement mises en œuvre ; notamment par le contrôle de fonctionnement ciblant les établissements et services et les DT ainsi que les études thématiques, les évaluations internes (art. L.312-8 du CASF) et les évaluations des orientations nationales
- **une logique curative** par la mise en œuvre de contrôle sur incident/dysfonctionnement avérés ou supposés par le niveau DIR ou l'inspection

A ce titre, le/la responsable de la maîtrise des risques assure le suivi des dispositifs par des contrôles internes et un dialogue de gestion régulier et exploite les informations obtenues à des fins prospectives.

Ainsi, la démarche de maîtrise des risques est une démarche managériale transversale, sous l'autorité du Directeur.trice inter-régional, impliquant les différents acteurs que sont : le Directeur.trice des missions éducatives, le Directeur.trice de l'évaluation, de la programmation et des affaires financières, et le Directeur.trice des ressources humaines.

Cette démarche vise la responsabilisation de chacun des niveaux et participe d'un effort de consolidation :

- du contrôle interne de premier niveau (hiérarchique/fonctionnement/dysfonctionnement)
- du contrôle interne de deuxième niveau en appui (maîtrise des risques).

De sa place le/la responsable de la maîtrise des risques assiste le Directeur inter-régional pour :

- Elaborer et actualiser la cartographie des risques de la direction inter-régionale en lien avec la cartographie nationale,
- Décliner localement le plan de maîtrise des risques national à partir d'un diagnostic inter-régional,
- S'assurer de l'effectivité et l'efficacité des suites à donner à la mise en œuvre des plans d'action résultant des rapports d'inspection, des contrôles de fonctionnement et de dysfonctionnement, des évaluations internes en lien avec les directions territoriales<sup>4</sup>.

Ces éléments conduisent à repérer des grands axes de compétences des responsables de la maîtrise des risques : Le management transversal, la maîtrise de l'environnement, l'expertise technique (analyse et méthodologie) et la communication.

## Article 1. Objet de la consultation

---

### Article 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de concevoir et mettre en œuvre un dispositif de formation certifiante pour un groupe d'une quinzaine de stagiaires déjà en poste sur les fonctions de Responsables Interrégionaux de la Maîtrise des Risques.

### Article 1.2 Décomposition des prestations en lots

Le présent marché est composé d'un seul lot.

### Article 1.3 Décomposition en tranches

Le présent marché est composé d'une seule tranche.

### Article 1.4 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché ne comprend pas de PSE.

### Article 1.5 Variantes

Les variantes sont autorisées mais devront être explicitées.

Les candidats doivent répondre en tous points aux solutions techniques de base définies dans le C.C.T.P. Ils peuvent, par ailleurs, proposer une ou plusieurs variantes techniques dans les limites définies ci-dessous.

Les offres variantes proposées par les candidats peuvent comporter des compléments ou adaptations qui, sans remettre en cause les objectifs définis dans le C.C.T.P., sont susceptibles d'améliorer les prestations à exécuter et/ou leur coût.

---

<sup>4</sup> Page 12 du Guide des contrôles - DPJJ/SDMPJE/SERC Edition juillet 2018

Elles peuvent également comporter des conditions de réalisation différentes de celles figurant dans les solutions techniques de base mais elles doivent respecter impérativement les objectifs du C.C.T.P.

Les avantages éventuels de ces variantes sur des points particuliers (niveau de qualité, dépenses,...) sont mis en évidence avec toutes les justifications utiles, et l'estimation chiffrée de leurs éléments constitutifs doit être faite, dans toute la mesure du possible, par comparaison (en + ou en -) avec l'estimation chiffrée des éléments correspondants à l'offre de la solution technique de base définie dans le C.C.T.P.

Les exigences minimales et les contraintes de présentation sont définies à l'article 8 du Règlement de la consultation.

## Article 2. Contexte de la formation

---

En réponse à la commande de la DPJJ, l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse souhaite organiser la formation des Responsables de la Maîtrise des Risques interrégionaux. Cette formation s'adresse à des professionnels stagiaires déjà en poste. L'objet de la formation vise la montée en compétence et la certification des Professionnels concernés.

Depuis le décret du 28 juin 2011 relatif à l'audit interne dans l'administration, tous les ministères ont l'obligation de mettre en œuvre un dispositif de contrôle et d'audit internes, adapté aux missions et à la structure des services, visant à assurer la maîtrise des risques liés à la gestion des politiques publiques dont ils ont la charge.

Pour le ministère de la justice, un pôle audit interne est constitué au sein de l'Inspection Générale de la justice (IGJ) pour assurer la mise en œuvre de la politique ministérielle d'audit interne.

Dans ce contexte, la DPJJ a fait le choix de développer sa propre Maîtrise des risques. Maîtriser les risques implique un ensemble d'actions qui permettent d'identifier les défaillances avant qu'elles ne surviennent, afin de les éliminer ou de minimiser les dommages susceptibles de nuire à la réalisation des missions.

Cela suppose de disposer d'une vision globale des risques pesant sur les processus de travail mis en œuvre pour atteindre nos objectifs.

Dans le cadre de la note du 22 septembre 2016 relative aux conditions d'application du décret n°2010-214 du 2 mars 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés, la maîtrise des risques est présentée comme une fonction structurante, positionnée en appui au pilotage hiérarchique. Elle contribue à l'amélioration d'une transversalité indispensable à l'animation fonctionnelle et doit conforter l'action de la PJJ.

La démarche est une démarche managériale qui vise la responsabilisation de chacun des niveaux, elle participe d'un effort de consolidation :

- du contrôle interne de premier niveau (hiérarchique/fonctionnement/dysfonctionnement)
- du contrôle interne de deuxième niveau (maîtrise des risques).

## Article 3. Objectifs de la formation

---

La formation devra permettre aux stagiaires Responsables de la Maîtrise des Risques Interrégionaux

- De faire l'acquisition d'éléments méthodologiques partagés sur la démarche de maîtrise des risques (cartographie des risques-procédures et processus).
- D'animer la démarche de maîtrise des risques avec un référentiel commun
- D'acquérir une certification afin d'agir auprès de l'échelon stratégique et opérationnel avec la légitimité requise.

## Article 4. Contenu Pédagogique

---

La proposition de formation doit apporter les bases fondamentales communes pour permettre aux stagiaires de piloter concevoir, analyser et évaluer la démarche de Maîtrise des risques au sein d'un territoire (en appui de la feuille de route 2020-2022).

Cette proposition doit intégrer les éléments de contenu techniques (élaboration d'outils, cartographie, analyse des risques...) et méthodologiques (déclinaison auprès des services opérationnels, pédagogie, management du risque, restitution aux dirigeants). Les éléments de contenus seront adaptés au contexte particulier de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. La pédagogie employée s'appuiera sur des cas pratiques et cherchera à placer le stagiaire dans une démarche active et participative.

Les éléments de contenu dispensés devront permettre aux stagiaires

- D'identifier et mesurer les responsabilités respectives des acteurs en matière de risques
- De construire son référentiel de veille et le tenir à jour
- De s'approprier la démarche de cartographie, d'évaluation et de prévention des risques
- De communiquer sur sa démarche pour faire de la prévention des risques une priorité partagée par tous

La proposition de formation devra en outre indiquer la durée et la progression pédagogique

Elle devra comporter une procédure de certification, (la nature de l'épreuve de certification, les conditions pédagogiques de l'accompagnement vers l'épreuve, le référentiel d'évaluation)...

Durée et fréquence de la formation

CV de l'intervenant et engagement d'un type de profil avec une expérience

## Article 5. Organisation de la Prestation Pédagogique

---

La prestation débutera dès la notification du marché pour un démarrage des formations en novembre 2020 et une clôture en 2021. &

Il appartient donc au titulaire d'organiser un calendrier des journées de formation, en tenant compte :

- des disponibilités en terme de salle et d'organisation logistique l'ENPJJ et sites concernés.
- Il conviendra également que le titulaire organise chaque journée de formation :
- horaires, en 2 séances de 3 h, démarrage 10h le premier jour.
  - Le matériel pédagogique est fourni par l'ENPJJ dans la limite de leur disponibilité

Le suivi de la formation sera assuré par un référent pédagogique de l'ENPJJ qui pourra assister à certaines séquences de formation. Lors du dernier regroupement, un temps sera dévolu à une évaluation de satisfaction menée par un formateur de l'ENPJJ.

Le livrable ne devra pas excéder trente pages de présentation et contiendra une disposition d'évaluation et de retour sur la formation.

## Article 6. Critères de sélection de la proposition

---

Prix de la prestation 55 000 euros HT (ajouter dans le CCAP)

Qualité technique de la proposition 70%

Prix de la proposition 30%

Le prix forfaitaire unitaire doit comprendre le coût de l'ingénierie (conception, mise en œuvre et évaluation), le coût du face à face pédagogique, le coût de la certification les coûts de fonctionnement dont trois réunions de 2h.

---

Les dossiers sont à solliciter auprès de : [Benoist.jolly@justice.fr](mailto:Benoist.jolly@justice.fr)